



Lettre n° 92 du 19 mai 2019

Au sommaire :

- Contre les souverainistes, les patriotes et les nationalistes, vive la solidarité des travailleurs et des peuples - Votiez et faites voter pour Lutte ouvrière
- CGT, Gilets jaunes et convergences, une discussion politique - *Laurent Delage*
- Opération de « greenwashing » de la campagne européenne... Inscrire les luttes écologiques dans le combat de classe pour en finir avec le capitalisme ! - *Bruno Bajou*

Contre les souverainistes, les patriotes et les nationalistes, vive la solidarité des travailleurs et des peuples Votiez et faites voter pour Lutte ouvrière

Étranges élections pour le parlement européen dont le contenu politique pourrait se résumer à cinquante nuances de souverainisme ou de nationalisme, voire de xénophobie agressive. Celui qui se veut le porte-parole des dits « progressistes », Macron, s'est emparé avec une ardeur intéressée de la cérémonie d'hommage aux deux soldats morts au Burkina Faso pour libérer des otages, de l'émotion que cela avait pu susciter pour faire l'éloge du patriotisme et de l'armée de la nation. Et cela avec l'assentiment et l'approbation de tout ce que ce pays compte d'institutionnel communiant au nom de l'unité nationale.

« On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour les industriels » écrivait au lendemain de la première guerre mondiale Anatole France. On dirait aujourd'hui « pour les multinationales » dont l'armée française impose l'ordre et le pillage aux peuples d'Afrique après leur avoir imposé l'ordre colonial et nourrit le terrorisme que le gouvernement prétend combattre.

Leur Europe capitaliste n'est pas l'Europe de l'entente des peuples ou de la paix, elle est celle de la concurrence libre et non faussée, des rivalités nationales voire chauvines et xénophobes. Elle est l'Europe forteresse qui rejette les migrants qui fuient la misère et la guerre engendrées par le capitalisme mondialisé.

Leur Europe est une alliance de brigands capitalistes qui se battent pour les marchés au nom de la rentabilité financière. La seule chose qui les unit, c'est leur commune hostilité au monde du travail, aux classes populaires, à ceux que jadis ils envoyaient au massacre sur les champs

de bataille pour aujourd'hui en faire les fantassins de leur guerre économique.

C'est bien pourquoi, dimanche, les travailleurs n'ont pas d'intérêt à s'abstenir. Ce serait laisser le champ libre à tous les partis institutionnels qui, d'une façon ou d'une autre, défendent l'ordre établi, celui de l'exploitation capitaliste.

Certes, ces élections ne changeront rien à leur sort, c'est vrai. Quant au fond, il n'y a rien à en attendre. Mais laisser sans réponse ce déferlement réactionnaire n'est pas sans conséquence.

Les travailleurs ne sont pas neutres, ils ont une opinion, une solidarité de classe à exprimer pour pouvoir la construire.

Nous ne savons pas qui l'emportera de Macron ou de Le Pen. Nous ne sommes pas de ceux qui, sous couvert de sanctionner Macron, sont prêts à voter Le Pen ou à cautionner ce vote anti-ouvrier qui fait de la haine des migrants un argument électoral. Mais nous sommes sûrs que, dans tous les cas, les travailleurs seront perdants si les discours réactionnaires qui envahissent les médias restent sans réponse.

Ne pas répondre à ses adversaires, c'est avoir déjà perdu la bataille y compris sociale.

C'est pourquoi les classes exploitées doivent voter pour la seule liste qui se situe dans leur camp, qui se revendique de la solidarité des travailleurs par delà les frontières, internationaliste, la liste de Lutte ouvrière.

Bien sûr, il peut y avoir des divergences, des désaccords, au sein du mouvement ouvrier. Ces divergences, nous en discutons entre nous, démocratiquement, mais cette démocratie n'a de sens que si nous affirmons sans ambiguïté notre solidarité de classe face aux partis institutionnels qui, tous, souhaitent gérer les affaires de la bourgeoisie au niveau européen ou national.

Le vote Lutte ouvrière est le seul qui exprime les aspirations et les exigences essentielles du mouvement des gilets jaunes et des luttes des salariés.

Ce ne sont pas les frontières qui nous protégeront de quoi que ce soit mais notre capacité à faire valoir nos droits, à nous organiser, à faire de la politique pour défendre nos intérêts de classe. C'est notre capacité à nous unir, nous rassembler, nous organiser autour de nos exigences vitales contre le chômage, les salaires, pour la défense des services publics, de l'école et de la santé. A faire vivre aus-

si dès maintenant, à l'image des gilets jaunes, une démocratie directe, de classe dans les entreprises, les lieux de travail et les quartiers pour postuler à prendre le pouvoir aux mains de l'oligarchie financière pour décider nous mêmes de la marche de la société.

Le capitalisme est à bout de souffle. Il ne réussit à éviter la faillite, jusqu'à quand, qu'en aggravant sans cesse l'exploitation du monde du travail.

A la suite du mouvement des gilets jaunes, alors que de nouvelles mobilisations sont devant nous, nous pouvons utiliser notre bulletin de vote pour aider au rassemblement des travailleurs, ici et par delà les frontières, en faire un geste d'encouragement à toutes et tous ceux qui veulent s'organiser en toute indépendance des institutions dans leur propre camp, leur propre parti, celui des travailleurs.

CGT, Gilets jaunes et convergences, une discussion politique

Ce 52^{ème} congrès de la CGT qui vient de se terminer n'a pas passionné les travailleurs, ni même les militants. Les nouvelles règles de désignation des délégués, comme la double validation par les fédérations et les Unions Départementales, illustrent la volonté d'une discussion bien plus centrée sur les intérêts de l'appareil que sur ceux de l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais malgré les filtres bureaucratiques, le mécontentement s'est fait entendre, en particulier sur le mutisme de la direction devant le mouvement des Gilets Jaunes. D'autant que depuis des mois, bien des militants syndicaux, politiques, du mouvement social se sont retrouvés au coude à coude sur les ronds-points ou dans les manifestations du samedi, cherchant à construire cette convergence par en bas de la contestation face à Macron et à son gouvernement.

Depuis le début du mouvement, la direction confédérale se refuse à formuler une politique pour les luttes, en direction et aux côtés des Gilets Jaunes, sur un terrain de classe. Dialogue social oblige, elle a même signé le 6 décembre un communiqué intersyndical disant : « *Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications* »... Ce qui provoqua un tel tollé que la direction dû faire machine arrière et annoncer qu'elle ne participerait pas au *Grand Débat* de Macron.

Condamnant le mouvement, ou l'ignorant le plus souvent, Martinez a dû changer de discours à l'approche du congrès, appelant même à « *agir ensemble, gilets jaunes et gilets rouges* »... après 6 mois de mobilisations ! Mais sur le fond, pas question de changer de politique. « *Les Gilets Jaunes sont le reflet de tous les déserts syndicaux de la CGT* », explique en boucle Martinez pour recentrer le débat sur la « *syndicalisation* » et le fonctionnement interne de la CGT.

Une orientation pour défendre ses intérêts d'appareil

Il faut dire que la situation de l'appareil et son bilan ne sont pas au beau fixe. Côté syndicalisation, l'érosion des effectifs a repris. Entre 2015 et 2017, la CGT a perdu 35 000 adhérents, pour revenir à son niveau de 2007. Mais surtout, elle a dû céder, fin 2018, sa première place d'organisation syndicale aux élections professionnelles (secteurs privé et public confondus) à la CFDT.

Un vrai problème pour la confédération, excessivement préoccupée de sa place dans le jeu du « *dialogue social* ». Derrière, ce sont des moyens, des financements, des postes de permanents, etc. En 2017, pour le seul budget confédéral, les cotisations comptaient pour 29 % des recettes, et les « *subventions et contributions* » pour 62 %.

Pas étonnant dans cette situation que Martinez déclare en fin de congrès : « *J'ai confiance en nous, dans nos syndiqués, pour nous déployer en vue des nombreuses élections dans les entreprises (...) pour que nous regagnions notre première place* ». L'appareil est bien plus préoccupé de son avenir que de l'offensive à laquelle est confrontée la classe ouvrière.

Les textes d'orientation reflètent cette même réalité. Ils sont loin des préoccupations des travailleurs, des militants et surtout de la lutte de classe.

La direction parle « *du travail* » qu'il faut transformer ou du « *développement humain durable* », sans discuter des classes sociales, des travailleurs, des capitalistes et du rapport de force réel. La seule perspective avancée face à l'offensive tout azimut de la bourgeoisie, est ce fameux « *nouveau statut du travail salarié* », dont pas un militant ne discute autour de lui. Comme si le pouvoir ou les patrons allaient accepter de négocier cette « *proposition* », à l'heure où le gouvernement s'en prend aux retraites, au chômage, à la moindre protection existant encore pour les salariés face à l'exploitation.

La contestation s'invite dans le congrès

Lors du débat sur le bilan d'activité, les critiques se sont exprimées contre la passivité de la direction sur le mouvement des Gilets Jaunes. Des militants ont appelé à ne pas laisser les Gilets Jaunes « *seuls dans la bataille* » et à « *transporter cette énergie collective au sein des entreprises et administrations* ». Une militante de la santé a souligné que la grève actuelle des urgences vient des Gilets Jaunes, en rajoutant « *ils ont raison, et ça interroge notre organisation, ce surgissement d'en bas, spontané* ».

Il y a eu aussi contestation de la politique de « *dialogue social* », notamment de la participation aux séances de concertations de Delevoye ouvertes depuis plus d'un an, et qui ne servent qu'à préparer les attaques de Macron sur les retraites.

Le bilan d'activité n'a été approuvé qu'à 71 % des suffrages exprimés, sans tenir compte des 15 % d'abstention. Soit un score à peine plus élevé qu'au dernier congrès, en pleine crise de l'affaire Lepaon, et bien inférieur à 2013, où la majorité recueillait plus de 87 % des voix.

D'autres oppositions se sont exprimées lors du congrès, parfois sur des questions bien plus internes au sein de l'appareil, mais qui traduisent là encore une réelle méfiance vis-à-vis de la direction.

Celle-ci a ainsi été mise en minorité sur la question de la FSM, que la CGT a quittée en 1995 pour rejoindre la CES. Là encore, une préoccupation bien éloignée des travailleurs, entre une CES bien intégrée aux institutions européennes et prochainement dirigée par Berger et une FSM, issue des PC staliniens, et dans laquelle on trouve des syndicats inféodés à des régimes comme la Corée du Nord.

Ces débats internes traduisent toute la confusion ambiante et en particulier, la fausse réponse du souverainisme et du retour aux frontières nationales, face au libéralisme et à la politique d'accompagnement de la CES.

Le vrai débat est ailleurs, sur le terrain de l'indépendance de classe, face à la bourgeoisie et à son Etat et ses institutions, au niveau national comme européen. La perspective, c'est de redonner vie à un syndicalisme révolutionnaire et internationaliste, qui ose contester le droit des actionnaires, du patronat et de l'Etat à leur service, pour défendre les intérêts généraux des travailleurs, de la jeunesse, de l'immense majorité.

Tirer ensemble, au-delà des appareils, les leçons du mouvement

Cet affrontement indispensable est à l'opposé de la politique des directions syndicales, bien trop respectueuses des institutions. Martinez le dit lui-même : « *Vouloir chan-*

ger la société, c'est bien vouloir réformer ! Et, comme nous n'avons pas vocation à prendre le pouvoir, c'est par le biais de réformes sociales qu'on alimente le changement de société ! ».

Pour justifier la passivité de la confédération face à la régression sociale en cours, il renvoie la responsabilité aux militants, aux travailleurs, en déclarant : « *on peut crier haut et fort grève générale, mais posons-nous d'abord et surtout la question de l'absence dans les actions professionnelles ou interprofessionnelles d'une partie importante de nos syndiqués, et si les syndiqués sont absents, quid des salariés ?* »... Façon encore une fois d'esquiver le vrai débat de comment construire l'affrontement.

Il y a besoin aujourd'hui de nous regrouper, de discuter cette question justement, non seulement entre militants syndicalistes lutte de classe, mais avec l'ensemble des travailleurs. Oui le recul est bien là, mais il est le fruit de bien des adaptations avec lesquelles il est urgent de rompre aujourd'hui.

Bien sûr le minimum serait de fixer des dates, un calendrier, de défendre la perspective d'un affrontement avec le patronat et l'Etat, de la « *grève générale* », mais ces perspectives doivent partir des luttes existantes, s'appuyer sur les possibilités réelles comme il aurait fallu s'appuyer sur les possibilités ouvertes par les Gilets jaunes.

Oui, certes, la « *convergence des luttes* » n'est pas une formule toute faite qui réglerait comme par magie tous les problèmes liés aux reculs qu'a subis la classe ouvrière depuis des années. Mais faut-il encore discuter clairement des raisons de ce recul, le syndicalisme d'accompagnement ou de proposition que Martinez vient encore de défendre au congrès, la recherche du « *dialogue social* ».

Les six derniers mois ont profondément modifié la donne grâce à l'apport des Gilets Jaunes en disqualifiant bien des pratiques et routines d'appareil. La démocratie, le respect des désaccords, les AG, le refus de se prêter au jeu des « *discussions* » dans les salons ministériels, si cher aux directions syndicales, le refus des directions autoproclamées, des mots d'ordre tout faits, la volonté de prendre en main et de contrôler la mobilisation deviennent des règles auxquelles chacun doit se conformer. La prise en compte de la dimension politique de toute lutte rompt avec les logiques d'appareil pour indiquer le chemin pour œuvrer concrètement à la convergence, s'inscrire dans un combat d'ensemble.

La grève, la lutte ne sont pas une simple affaire syndicale mais bien l'affaire de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs...

Laurent Delage

Opération de « greenwashing » de la campagne européenne... Inscrire les luttes écologiques dans le combat de classe pour en finir avec le capitalisme !

La plupart des listes présentes aux élections européennes se sont lancées dans une opération de greenwashing

de leur programme, annonçant faire de l'écologie une question centrale... Les problèmes écologiques sont bien

réels et l'ampleur des mobilisations de la jeunesse pour le climat témoigne d'une large prise de conscience. Mais face à leurs enjeux, les petits calculs électoraux, les promesses à peu de frais des uns et des autres se ramènent à un cynique « bal des hypocrites », pour justifier les mêmes politiques.

Réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, produits de la folie du capitalisme

Le rapport sur la biodiversité de l'Ipbes, un réseau de scientifiques de l'ONU, rendu public lundi 6 mai est tout aussi inquiétant que les rapports du GIEC sur le climat. 1 million d'espèces vivantes menacées d'extinction, 75 % de la surface des terres, 66 % des milieux marins endommagés... Le constat est sans appel et, selon la formule très diplomatique du rapport, inverser le désastre n'est possible « *qu'au prix de la transformation des facteurs économiques, sociaux, politiques et technologiques* ». En clair, c'est bien le fonctionnement même de cette société capitaliste qu'il s'agit de remettre en cause !

En réponse, les ministres de l'environnement du G7, réunis à Metz, ont adopté... une charte sur la biodiversité, bel étalage de vœux pieux sans aucun objectif chiffré, appelant certes à « *accélérer et intensifier nos efforts pour mettre fin à la perte de biodiversité* », mais en soulignant la nécessité d'« *encourager l'engagement d'autres acteurs* », notamment du secteur privé, les multinationales, les banques, pourtant les principales responsables de la crise écologique !

Des discours écologiques de façade... pour justifier les mêmes politiques !

Le soir même, Macron intervenait pour présenter rien moins qu'un « *plan pour sauver la biodiversité* », ridicule effet d'annonce d'une série de mesurette pour l'essentiel déjà connues... qui avait surtout pour fonction d'ancrer la terne campagne européenne de la liste LREM de Nathalie Loiseau sur le terrain de l'écologie.

Le programme de LREM prétend donner à l'écologie la priorité au nom de « *l'urgence écologique* ». C'est même le premier point, comme pour faire oublier les suivants et surtout le bilan désastreux de la politique du gouvernement Macron au service des plus riches. Principale mesure annoncée : mille milliards d'euros d'ici à 2024 pour développer les énergies et les transports propres. En fait d'investissement, il s'agirait surtout d'« *orienter l'épargne des Européens vers la croissance verte* », donc d'offrir le juteux marché de la transition énergétique aux multinationales, déjà sur les rangs... avec l'argent des épargnants.

Comble du cynisme, alors qu'en juillet dernier, les députés LREM refusaient d'inscrire dans la loi la promesse électorale du candidat Macron sur l'interdiction du glyphosate d'ici 3 ans, Nathalie Loiseau remet le couvert en reprochant une sortie du glyphosate d'ici à 2021. En réalité, comme l'expliquait un « stratège » de la campagne au journal *Le Monde* : « *L'objectif, c'est d'aller chercher des*

voix chez des gens de gauche, qui peuvent être tentés de voter pour la liste d'Europe Ecologie-Les Verts [EELV] »

Ce soudain intérêt pour l'écologie voudrait faire oublier le discrédit du gouvernement après 7 mois de contestation des Gilets jaunes avec l'espoir vain de recommencer l'opération de Macron lors de la Présidentielle... profiter du discrédit des vieux partis de droite comme de gauche jusqu'aux écologistes pour récupérer des électeurs sur un terrain qui se veut rassembleur et consensuel tout en s'affirmant comme le seul rempart à Le Pen. La ficelle est un peu grosse pour convaincre de ce soudain tournant écologique et la présence sur la liste de Pascal Canfin, ancien directeur du WWF France comme le soutien de Daniel Cohn Bendit n'y changent rien.

La liste gouvernementale n'est pas la seule à verdir son discours pour essayer de grappiller des électeurs.

A droite, François Xavier Bellamy pour la liste LR appelle à « *réconcilier écologie et économie* ». Jean-Christophe Lagarde pour celle de l'UDI propose un livret E comme Environnement pour que l'épargne serve à « *verdir notre continent* », bref pour eux l'écologie se ramène... à défendre l'économie de marché.

Mais les partis se réclamant de l'écologie politique sont aussi perméables aux sirènes du marché.

Ainsi Yannick Jadot qui dirige la liste « Europe Ecologie », tout en multipliant les formules catastrophistes sur le thème « *l'écologie ou la barbarie* », se dit « *ni de gauche, ni de droite* », posant en écologiste pragmatique, positif et surtout ouvert à l'économie de marché.

La deuxième liste écologiste « Urgence écologique » se revendique elle aussi d'une écologie peut-être indépendante « *du socialisme et du libéralisme* », mais pas d'une confusion frisant avec les idées réactionnaires. L'ex-ministre socialiste Delphine Batho présente sur la liste, se réclame de l'« *écologie intégrale* » un concept qui a été mis en avant... par le Pape, et est depuis repris par différents courants catholiques dont des théoriciens de l'extrême droite liée à la Manif pour tous.

D'ailleurs, pour ajouter à la confusion, même l'extrême droite n'est plus en reste. Jordan Bardella, tête de liste pour le Rassemblement National, a ainsi déclaré dans une interview début avril « *Le meilleur allié de l'écologie, c'est la frontière* », et son programme parle ainsi de : « *favoriser le localisme en détaxant les circuits courts et en surtaxant les importations mondialisées anti-écologiques* ».

Ainsi l'écologie sert à la fois à justifier l'Europe libérale du tout marché pour les uns, et le repli nationaliste et xénophobe pour les autres.

De leur côté, pour les partis de la gauche institutionnelle, les formules sur « *l'urgence écologique* » sont d'autant plus radicales dans la forme qu'elles permettent d'éviter toute critique radicale du capitalisme. Leur critique se réduit à la condamnation du lobbying des multinationales, à opposer au libre-échange un « juste échange » voire un protectionnisme vert avec comme seule perspective des plans d'investissement public restant dans le cadre des institutions et du système.

Ainsi la liste « Envie d'Europe écologique et sociale » de Glucksmann promet de « *sauver la planète* » grâce à son Pacte Finance-Climat-Biodiversité de 400 milliards par an qui doit mettre la finance « *au service de l'intérêt général, de la transition écologique et de la justice sociale* ». De son côté la liste menée par Hamon va plus loin en proposant un « *Green New Deal* » à 500 milliards par an. Celle du PCF défend une « *approche sociale de la transition écologique* » en mettant en avant une « *stratégie industrielle et écologiquement soutenable* ». De son côté Manon Aubry pour la France Insoumise compte mettre la finance et les multinationales au pas mais sous l'égide de l'ONU et espère financer son projet de planification écologique par la BCE.

Un même combat de classe, social écologique, pour une Europe des travailleurs

La crise climatique, l'effondrement de la biodiversité sont avant tout la conséquence de la folie du capitalisme qui en est à la fois la principale cause et le principal obstacle pour y faire face.

Il ne s'agit pas seulement du lobbying cynique de quelques multinationales comme Monsanto auquel pourrait être opposée une régulation par des institutions nationales, européennes ou même mondiales. C'est toute l'économie mondialisée qui est mise en coupe réglée par quelques multinationales qui soumettent toute la vie sociale et l'environnement à la course au profit le plus immédiat. C'est une guerre sociale, une guerre de classe pour maintenir la

machine à profits au prix du pillage des populations et des ravages de l'environnement.

Loin d'être une question à part dont l'urgence mettrait au second plan les questions sociales, il est urgent de lier les questions écologiques au combat social dans une même lutte contre la domination des multinationales et contre les partis politiques qui en défendent les intérêts. C'est un même combat dont l'issue dépend du rapport de force entre les classes, entre la minorité qui aujourd'hui impose son parasitisme à toute la planète et le monde du travail et les peuples qui ne peuvent compter que sur leur organisation et leurs luttes pour ouvrir un autre avenir pour l'ensemble de la société, un avenir qui implique la remise en cause de la propriété capitaliste.

Notre programme, y compris pour faire face à la crise écologique, s'inscrit sur ce terrain de classe, dans la perspective d'une Europe des travailleurs, seul cadre pour pouvoir mettre en place une planification rationnelle, démocratique de l'économie, en collaboration avec tous les peuples à l'échelle de la planète.

C'est aussi pour cela que dans ces élections européennes, nous appelons à voter pour la liste présentée par Lutte Ouvrière qui ne cherche pas à faire de l'écologie un faire-valoir, une question à part, mais au contraire relie et articule, comme un même combat, la lutte contre les ravages environnementaux à celle du monde du travail pour en finir avec le capitalisme.

Bruno Bajou